

République française
Département : Loiret
Canton : Olivet
Commune : Olivet

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° A_2024_0472

Arrêté temporaire de fermeture des terrains de sports enherbés du domaine du Donjon et du stade du Couasnon - Intempéries - Du 11 au 14 octobre 2024 inclus

Le Maire de la commune d'Olivet,

Vu le code général des collectivités territoriales, l'article L. 2212-2 ;

Vu le code pénal ;

Vu la demande du service des Sports et bien-être de la commune d'Olivet ;

Considérant qu'en raison des intempéries, il y a lieu de procéder à la fermeture provisoire des terrains de sports enherbés du domaine du Donjon et du stade de Couasnon ;

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité publique.

ARRÊTE

Article 1^{er} : A partir du vendredi 11 octobre 2024 à 18h00 et jusqu'au lundi 14 octobre 2024 à 08h00, l'accès et l'utilisation des terrains de sport enherbés du domaine du Donjon et du stade de Couasnon sont strictement interdits à tout utilisateur.

Article 2: Le présent arrêté sera publié à l'entrée du domaine du Donjon et du stade de Couasnon.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- monsieur le Directeur interdépartemental de la Sécurité Publique du Loiret ;
- monsieur le Chef de la Police municipale d'Olivet ;
- monsieur le Responsable du Centre technique municipal d'Olivet ;
- madame la Responsable du service Sport et bien-être d'Olivet ;
- mesdames et messieurs les présidents des associations utilisatrices de ces terrains.

Article 4: Monsieur le Directeur interdépartemental de la sécurité publique du Loiret et monsieur le Chef de la police municipale d'Olivet sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera affiché et publié par voie d'insertion dans le registre des arrêtés du Maire et le recueil des actes administratifs.

Article 5 : Le présent arrêté est exécutoire à compter :
- de sa publication, son affichage.

Article 6 : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans pendant un délai de 2 mois à compter de la plus tardive des dates suivantes (le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>) :

- date de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département pour contrôle de légalité ;
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Signé électroniquement
le 11 octobre 2024 à Olivet
Stéphane VENDRISSÉ
Adjoint au Maire à la sécurité et à la mobilité

